

*Amendement de M. Poulain tendant à supprimer l'article interdisant aux sociétés nationales toutes activités industrielles ou commerciales autres que celles prévues par la loi* (p. 5612); *Amendement de M. Capdeville tendant à autoriser les sociétés nationales à effectuer tous travaux et fournitures donnant lieu à des offres ou adjudications* (p. 5618); — du projet de loi de finances pour l'exercice 1950; Art. 43 : *Ouverture de crédits à la S. N. C. F.* [27 décembre 1949] (p. 7419, 7420); — d'une proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises : *Discussion générale* [17 mars 1950] (p. 2131); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1950; P. T. T., Chap. 0010 : *Ses observations sur le service du téléphone* [3 mai 1950] (p. 3191, 3192); Chap. 1020 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour le centre national d'études des télécommunications* (p. 3199); Chap. 1040 : *Amendement de M. Barrot tendant à rétablir les crédits prévus pour les auxiliaires de centre national d'études des télécommunications* (p. 3200); TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis* [6 juin 1950] (p. 4365, 4366, 4367); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; MARINE MARCHANDE, en qualité de *Rapporteur pour avis* [1<sup>er</sup> août 1950] (p. 6373); Chap. 5140 : *Son amendement tendant à reprendre le chiffre de l'Assemblée Nationale pour l'indemnité compensatrice des tarifs réduits de la S. N. C. F.* (p. 6374); INTÉRIEUR, Art. 3 : *Son amendement tendant à réduire de 50 0/0 le taux de la taxe sur l'affichage* [4 août 1950] (p. 6754). — Est entendu sur la prolongation du délai imparti au Conseil de la République pour l'examen de la proposition de loi relative à la retraite des agents des services publics réguliers de voyageurs et de marchandises, en qualité de *Rapporteur* [29 juin 1950] (p. 5279). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative au pèlerinage de La Mecque, amendée par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1950] (p. 6772); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS, en qualité de *Rapporteur pour avis* [19 décembre 1950] (p. 9264, 9265); Chap. 5130 : *Indemnités à la S. N. C. F. pour compenser les réductions sur*

*le tarif voyageurs* (p. 9303, 9304); Chap. 5140 : *Demande de rétablissement des crédits pour la S. N. C. F., présentée par le Gouvernement* (p. 9310); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale; Art. 6 : *Amendement de M. Péron tendant à faire signer les modifications aux apparentements par la majorité des candidats seulement* [19 mars 1951] (p. 2160); Art. 13 : *Son amendement tendant à répartir les sièges selon la règle du plus fort reste si aucune liste n'a la majorité* [21 mars 1951] (p. 2333); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son sous-amendement tendant à reprendre le scrutin de liste majoritaire à un tour* [26 avril 1951] (p. 4048, 4049); — du projet de loi relatif à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale, en qualité de *Rapporteur* [28 avril 1951] (p. 4189); Art. 6 : *Amendement de M. Mercier tendant à exiger d'un parti 50 listes de candidats pour qu'il soit national* (p. 4196); Art. 6 : *Amendement de M. Devinat tendant à annuler les suffrages allant au candidat s'étant présenté dans plusieurs circonscriptions* (p. 4197); Art. 15 : *Amendement de M. Coudray relatif au vote préférentiel* (p. 4199); Art. 16 : *Sa demande de réserver l'article* (p. 4199); Art. 18 : *Délai relatif à la mention de l'apparement* (p. 4202); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur* [2 mai 1951] (p. 4481, 4482).

#### **BOURBON (M. Henri), Député de l'Ain.**

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102). — Est désigné pour les fonctions de juré à la Haute Cour de justice (application de l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 27 décembre 1945) [27 décembre 1946] (p. 370). — Est nommé membre de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 (application de l'art. 2 de la loi du 31 août 1946) [11 février 1947] (p. 276).

**Dépôts :**

Le 12 juin 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à faire accélérer la fabrication d'appareils radiologiques, n° 1687. — Le 4 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder des contingents de carburant aux offices agricoles départementaux correspondant au niveau des besoins pendant la période des travaux urgents, n° 3665. — Le 19 mars 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à établir les responsabilités dans la catastrophe de Saint-Maurice-de-Remères (Ain) qui coûta la vie à douze travailleurs et à prendre les mesures propres à éviter définitivement le retour de semblables événements, n° 3883. — Le 11 février 1949, une proposition de loi tendant à modifier les articles premier, 6, 7 de la loi n° 48-1360 du 1<sup>er</sup> septembre 1948, n° 6403. — Le 25 mai 1949, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1948 sur les loyers, n° 7284. — Le 30 juin 1950, une proposition de loi tendant à exonérer le bois de certaines taxes fiscales, n° 10508. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à accorder un premier crédit de 2 millions 500.000 francs pour indemniser les familles des 25 victimes de l'accident du passage à niveau de Saint-Amour ; 2° à prendre des mesures d'extrême urgence pour la suppression des passages à niveau, n° 10585. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à accorder aux municipalités et aux sinistrés victimes des récentes inondations un premier secours de 500 millions de francs et à exonérer les sinistrés du paiement de leurs impôts pour 1950, n° 11266. — Le 17 avril 1951, une proposition de loi tendant à accorder une subvention de cinq millions de francs pour permettre l'achèvement du monument aux Morts de la Résistance de Cerdon, n° 12863.

**Interventions :**

Ses rapports au nom du 4<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales des départements : du Gers [28 novembre 1946] (p. 15) ; de la Gironde (p. 16) ; de la Guadeloupe (p. 16) ; de l'Hérault (p. 16) ; de l'Ille-et-Vilaine (p. 16) ;

de l'Indre (p. 17) ; de l'Indre-et-Loire (p. 17) ; de l'Isère (p. 17) ; du Jura (p. 18) ; des Landes (p. 18) ; de Loir-et-Cher (p. 18). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1947, premier trimestre (Services civils), LOI DE FINANCES, Art. 9 : *Disjonction de l'article* [21 décembre 1946] (p. 221) ; — de propositions de loi relatives aux loyers ; Art. 1<sup>er bis</sup> : *Son amendement tendant à étendre partout le maintien dans les lieux* [8 mars 1949] (p. 1307). — Dépose une demande d'interpellation sur l'incendie du barrage de Génissiat [10 mars 1949] (p. 1530). — Prend part à la discussion : d'une proposition de loi relative aux loyers : *Discussion générale* [16 juin 1949] (p. 3386, 3387) ; — du projet de loi portant suppression des cours de justice ; Art. 2 : *Amendement de M. Berger tendant à substituer les cours d'assises aux tribunaux militaires* [5 juillet 1949] (p. 4225) ; Art. 5 : *Son amendement tendant à prévoir le cas des affaires suspendues pour supplément d'information* [6 juillet 1949] (p. 4272) ; — d'une proposition de loi portant révision de certaines rentes viagères ; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à majorer les rentes souscrites avant le 1<sup>er</sup> juillet 1948* [12 juillet 1949] (p. 4661) ; Art. 2 : *Amendement de M. Denais tendant à n'accorder la majoration de rente qu'aux rentiers de plus de 55 ans, de nationalité française et ne payant pas l'impôt sur le revenu* (p. 4662) ; *Amendement de M. Médecin tendant à ne majorer que les rentes supérieures à 500 francs* (p. 4663) ; — du projet de loi relatif au contrôle des organismes de la Sécurité sociale par la Cour des comptes, amendé par le Conseil de la République ; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer sept emplois de conseillers de 1<sup>re</sup> classe* [22 décembre 1949] (p. 7136) ; *Son amendement tendant à supprimer trois emplois de sténos-dactylos* (p. 7136, 7137) ; — d'une proposition de loi relative au maintien dans les lieux de certains clients des hôtels, pensions de famille et immeubles ; *Discussion générale* [30 mars 1950] (p. 2662) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 2667) ; — d'une proposition de loi relative à la vente d'immeubles par appartements ; Art. 7 : *Son amendement tendant à obliger le vendeur à faire connaître aux acheteurs les dispositions de la loi* [16 mai 1950] (p. 3720) ; — du projet de loi portant prorogation des réquisitions de logement ; Art. 2 : *Amendement de*

*M. Jeanmot tendant à insérer un article relatif à la prorogation des réquisitions en Algérie* [29 juin 1950] (p. 5285). — Dépose une demande d'interpellation sur l'accident du passage à niveau de Saint-Amour (Jura) [13 juillet 1950] (p. 5401). — Pose à M. le Ministre des Travaux publics et des Transports une question relative à l'accident du passage à niveau de Saint-Amour [21 juillet 1950] (p. 5733, 5734). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant amnistie relative aux faits de collaboration : *Discussion générale* [3 novembre 1950] (p. 7433, 7434); Art. 3 : *Son amendement tendant à n'amnistier que les mineurs de moins de 21 ans condamnés à une peine inférieure à trois ans de prison* [14 novembre 1950] (p. 7671, 7672); Art. 4 : *Amendement de M. Péron tendant à prévoir l'avis du Comité départemental de Libération* [16 novembre 1950] (p. 7772); *Sort des amendements réservés* (p. 7772); Art. 7 : *Son amendement tendant à supprimer l'article relatif à l'amnistie des mineurs de moins de 21 ans* (p. 7791, 7792, 7793); *Amendement de M. Theetten tendant à amnistier les condamnés engagés volontaires pour l'Indochine* (p. 7795); Art. 9 : *Son amendement tendant à supprimer le premier paragraphe étendant l'amnistie par décret aux condamnés à moins de trois ans de prison* (p. 7825, 7827); le retire (p. 7827); Art. 10 : *Son sous-amendement tendant à prévoir des représentants de toutes les organisations de Résistance* [17 novembre 1950] (p. 7887); Art. 11 : *Son amendement tendant à ne pas appliquer le chapitre aux condamnés pour meurtres, tortures et délations* (p. 7893, 7894); Art. 20 : *Amendement de M. Chautard tendant à limiter à vingt ans la durée minima de la dégradation nationale* [4 décembre 1950] (p. 8503); Article additionnel : *Son amendement tendant à ne pas amnistier les condamnés pour délations, meurtres, tortures ou espionnage* (p. 8559); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République; Art. 13 : *Son amendement tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à la réintégration dans l'Ordre de la Légion d'honneur* [2 janvier 1951] (p. 11, 12); — du projet de loi relatif aux loyers en Algérie; Art. 10 : *Amendement de Mme Sportisse tendant à assurer le relogement des locataires évincés pour des travaux* [29 novembre 1950] (p. 8295); — d'une proposition de loi relative aux baux commerciaux industriels et artisanaux; Art. 2 : *Demande présentée par M. Grimaud*

*tendant à réserver l'article* [14 décembre 1950] (p. 9085); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel, amendé par le Conseil de la République; Art. 13 : *Son amendement tenant à tenir compte du privilège de la Sécurité sociale sur les biens grevés* [5 janvier 1951] (p. 168, 169); — d'une proposition de loi relative à la revision de certaines rentes et pensions; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à appliquer l'échelle mobile à toutes les rentes viagères à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1951* [13 mars 1951] (p. 1855); *Ses explications de vote sur l'ensemble* [14 mars 1951] (p. 1900, 1901); de ce projet de loi, amendé par le Conseil de la République; Art. 7 bis : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif aux associations de rentiers voyageurs* [22 mai 1951] (p. 5679); — d'une proposition de loi relative aux expulsions de locataires; Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Toujas tendant à donner à la mesure transitoire un caractère définitif* [28 avril 1951] (p. 4159); *Sous-amendement de M. Bétolaud tendant à prévoir le cas où le propriétaire loge dans un local malsain pour lui* (p. 4162, 4163); Article additionnel : *Son sous-amendement tendant à étendre la mesure à tous les militaires* (p. 4166); *Son amendement tendant à appliquer la loi sur tout le territoire* (p. 4167); le retire (ibid.); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951; ETATS ASSOCIÉS : *Discussion générale* [21 mai 1951] (p. 5588). — Est entendu sur le retrait de l'ordre du jour de la proposition de loi tendant à permettre la tierce opposition à l'encontre de décisions judiciaires [22 mai 1951] (p. 5683).

**BOURDAN (M. Pierre)**, *Député de la Seine* (3<sup>e</sup> circonscription).

*Ministre de la Jeunesse, des Arts et des Lettres.*

Cabinet RAMADIER.

du 22 janvier 1947 au 22 octobre 1947.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommé membre : de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la Presse [26 janvier 1948] (p. 195) (ibid.); Est élu secrétaire de la Commission des affaires étrangères [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10783).